

Faut-il mettre en place un revenu de base ?

La question d'un revenu de base a été, cet automne, au cœur du débat public. Bien qu'elle soit souvent défendue au nom de mauvaises raisons, cette idée peut offrir de nombreux avantages. Un épineux sujet demeure cependant : celui de son financement.

Guillaume DUVAL, rédacteur en chef d'*Alternatives économiques*

Revenu «de base», «d'existence» ou encore «universel»: un sujet qui monte; un sujet, même, de campagne. L'ex-ministre Benoît Hamon en a fait la mesure phare de sa candidature à la primaire socialiste, tandis qu'en face Nathalie Kosciusko-Morizet avait choisi d'en faire elle aussi un marqueur dans la primaire de la droite; les sénateurs de droite Jean-Marie Vanlerenberghe (UDI) et de gauche Daniel Percheron (Parti socialiste) ont présenté ensemble un rapport à ce sujet; le département de la Gironde veut l'expérimenter en 2018; le Premier ministre Manuel Valls s'est lui aussi emparé de l'idée en septembre dernier, suite à un rapport remis par Christophe Sirugue (député de Saône-et-Loire à l'époque, devenu secrétaire d'Etat depuis), au printemps dernier. Et on ne compte plus les débats et écrits sur ce sujet, tant dans la sphère citoyenne que chez les universitaires.

Mais de quoi s'agit-il au juste ? Pour la plupart de ceux qui le défendent, il s'agit d'un revenu qui doit être 1) universel, c'est-à-dire versé à tous sans distinction, 2) individuel, il ne doit pas tenir compte de la situation de famille des personnes, contrairement à la plupart des minima sociaux actuels, et 3) inconditionnel, l'Etat ne doit rien exiger en

Ce qui donne autant d'attrait aujourd'hui à l'idée de revenu de base, c'est la profondeur de la crise que traversent nos économies depuis plus de quarante ans, et la difficulté des systèmes sociaux hérités des Trente Glorieuses à faire face au développement de la pauvreté et des inégalités.

(1) Voir dossier « Pourquoi il faut réduire le temps de travail », *Alternatives économiques* n° 357, mai 2016.

contrepartie de son versement. L'idée est ancienne. On en situe généralement l'origine chez Thomas More, l'inventeur de l'Utopie au XVI^e siècle. Elle est reprise ensuite par le grand révolutionnaire franco-américain Thomas Paine au XVIII^e siècle, ou encore, plus près de nous, par des gens aussi divers que le pasteur Martin Luther King, l'économiste ultralibéral Milton Friedman ou encore le grand philosophe progressiste André Gorz.

Aux origines de l'idée d'un revenu de base

Ce qui donne autant d'attrait aujourd'hui à l'idée de revenu de base, en France comme dans beaucoup d'autres pays développés, c'est évidemment la profondeur de la crise que traversent nos économies depuis plus de quarante ans maintenant et la difficulté des systèmes sociaux hérités des Trente Glorieuses à faire face au développement de la pauvreté et des inégalités, dans un contexte de chômage de masse persistant. Comme souvent avec les idées qui soulèvent un enthousiasme quasi unanime à un moment donné, il faut cependant y regarder de plus près...

Tout d'abord, beaucoup de ceux qui défendent le revenu universel le font au nom d'une idée fautive: celle que le plein emploi serait devenu un objectif inat-

teignable et que les progrès des technologies numériques vont inévitablement aggraver encore le chômage à l'avenir. Le revenu universel serait donc un moyen de s'adapter à une situation durable où seule une fraction de la population en âge de travailler produirait des richesses, au sein de l'économie monétarisée, et occuperait un emploi rémunéré (qu'il soit indépendant ou salarié). Le demi-siècle passé plaide certes en ce sens, il y a cependant de bonnes raisons de penser que ce sont surtout les déséquilibres induits par une mondialisation dérégulée et le recours persistant à des politiques économiques erronées, héritées du néolibéralisme de Margaret Thatcher et Ronald Reagan, qui sont à l'origine de ce fiasco indéniable. L'usage plus volontaire de politiques de réduction du temps de travail pourrait, en particulier, permettre de lutter plus efficacement contre le chômage de masse⁽¹⁾.

Fausse croyance sur les gains de productivité

Contrairement à ce qu'on entend souvent, ce n'est en tout cas pas le rouleau compresseur de l'automatisation qui est à l'origine de nos difficultés actuelles en matière d'emploi: au contraire, dans toutes les économies développées, les gains de productivité n'ont jamais été aussi limités que

ACTUALITÉ

Droits économiques et sociaux

ces dernières années, depuis la Seconde Guerre mondiale. Et pour l'avenir, si le numérique va bouleverser la plupart des activités et faire disparaître de nombreux emplois existant aujourd'hui, il n'y a pas davantage de raisons de considérer que cela devrait nécessairement conduire à une aggravation du chômage global. Ces gains de productivité dégageront des moyens supplémentaires pour développer de nouvelles activités, comme cela a été le cas dans le passé. Il faudra certes veiller à ce que celles-ci soient socialement utiles et écologiquement responsables mais, sur ce plan, les besoins non satisfaits ne manquent guère.

Mais il y a surtout, derrière cette idée répandue des machines qui vont faire disparaître l'emploi, une autre croyance fautive et très dangereuse : l'idée que les machines seraient capables de produire des richesses à notre place, richesses qu'on pourrait donc prélever et répartir sans difficulté vers ceux qui n'auraient plus d'emploi au sein de l'économie monétarisée. Or seul le travail humain est capable de produire un surplus de richesses monétaires au-delà de celles qui

(2) C'est d'ailleurs ce que perçoivent parfaitement les femmes, qui refusent partout de se laisser renvoyer à la maison en percevant pour cela des allocations, comme le proposent pourtant régulièrement des dirigeants conservateurs...

ont été nécessaires de mobiliser en machines et autres intrants pour produire un bien et un service. Une machine ne fait que restituer, dans les biens et services qu'elle contribue à produire, le travail humain qui a été nécessaire pour la produire elle-même. Autrement dit : s'il n'y avait vraiment plus demain de travail humain rémunéré, il n'y aurait plus non plus de richesses monétaires à prélever et à répartir. Au sein d'une économie monétarisée, l'emploi rémunéré n'est donc pas près de perdre sa centralité⁽²⁾.

Avantages et risques de l'universalité

Au-delà de ces – parfois mauvaises – raisons, le revenu universel permettrait de simplifier la tâche de l'Etat, qui n'aurait plus besoin de s'assurer que les personnes répondent bien à tel ou tel critère pour recevoir tel ou tel minima social. Avec en contrepartie, et c'est encore plus important en termes de cohésion sociale, moins de stigmatisation et de contrôle bureaucratique pour les pauvres qui le reçoivent. Pour que la protection sociale soit généreuse et efficace, il faut en effet qu'elle soit universelle.



© GENERATION GRUNDEINKOMMEN, LICENCE CC

Si les riches ne bénéficient pas eux aussi des prestations, ils font pression pour que les pauvres reçoivent moins et soient davantage contrôlés, qu'on exige d'eux plus de contreparties... Et ils obtiennent gain de cause. Il y a cependant un risque aussi à cette universalité : qu'elle s'accompagne non seulement d'un abandon des contrôles bureaucratiques et tatillons, mais aussi des mesures de soutien et d'accompagnement associées aux minima sociaux. Auquel cas elle risquerait de laisser les pauvres encore plus démunis qu'aujourd'hui.

Les scénarios complexes du financement

Le revenu universel pourrait aussi contribuer à exercer une pression positive sur la qualité des emplois proposés dans l'économie monétarisée : puisqu'il dispose d'un revenu de base inconditionnel, un individu n'est plus contraint d'accepter n'importe quel travail mal payé

En savoir plus sur le revenu universel

- « **Repenser les minima sociaux, vers une couverture socle commune** », rapport présenté par **Christophe Sirugue** (www.gouvernement.fr/partage/6952-remise-du-rapport-de-christophe-sirugue-repenser-les-minima-sociaux-vers-une-couverture-socle).
- **Synthèse du rapport sénatorial sur le revenu de base** (www.senat.fr/rap/r16-035/r16-035-syn.pdf).
- « **Le revenu de base, de l'utopie à la réalité ?** », rapport de la **Fondation Jean Jaurès** (<https://jean-jaures.org/nos-productions/le-revenu-de-base-de-l-utopie-a-la-realite>).
- « **Comment peut-on défendre le revenu de base ?** », **Guillaume Allègre**,

OFCE (www.ofce.sciences-po.fr/pdf/notes/2013/note39.pdf).

- « **LIBER, un revenu de liberté pour tous** », **Gaspard Koenig et Marc de Basquiat**, **Génération libre** (www.generationlibre.eu/dossiers/liber-un-revenu-de-liberte-pour-tous-2).
- **Mouvement français pour un revenu de base** (www.revenudebase.info).
- **Journée d'études de l'OFCE sur le revenu d'existence** (www.ofce.sciences-po.fr/seminaires/event.php).
- « **Faut-il défendre le revenu de base ?** », **L'Economie politique n° 67, juin 2015** (www.leconomiepolitique.fr/faut-il-defendre-le-revenu-de-base_fr_pub_1385.html).

G. D.



avec des conditions de travail dégradantes. Cela oblige donc le pays qui l'adopte à se positionner autrement que dans le *low cost*, dans la division internationale du travail. Cet effet positif rencontre cependant rapidement ses limites, dans le contexte actuel de la mondialisation et de l'Europe mal régulée : si une telle pression amenait trop d'emplois à disparaître pour se localiser ailleurs, il n'y aurait plus suffisamment de richesses à répartir pour se payer le luxe d'un revenu universel... C'est déjà le reproche qu'on fait aujourd'hui, en France, au revenu minimum ou aux indemnités chômage. Et c'est là qu'on rejoint la question délicate du niveau du revenu universel et de son financement. Un revenu universel à 500 euros par mois (le montant du RSA est actuellement de 535 euros par mois pour une personne seule sans enfant) représenterait en France 400 milliards d'euros par an, soit 18% du PIB⁽³⁾. Si on veut placer la barre à 1 000 euros, on double la mise et il faudrait

mobiliser pour cela 36% du PIB... Cette allocation pourrait certes remplacer plusieurs des prestations sociales existantes, comme le RSA ou le minimum vieillesse. C'est l'objet des réflexions du rapport Sirugue et des projets de Manuel Valls, qui visent en réalité davantage à fusionner et simplifier les minima sociaux qu'à créer un véritable revenu universel. Un projet plus compliqué qu'on ne le croit souvent : chacun de ces minima a ses propres spécificités et justifications. A supposer qu'on y parvienne, on resterait cependant encore très loin du compte : l'ensemble de ces minima sociaux n'a jamais représenté que 23 milliards d'euros en 2013, 1,1% du PIB... On pourrait aussi en bonne logique amputer les indemnités versées aujourd'hui par l'assurance chômage ou les systèmes de retraites d'un montant correspondant. Mais même cela ne suffirait pas à financer un revenu universel toujours de l'ordre de dix points de PIB pour un revenu universel

S'il disposait d'un revenu de base inconditionnel, un individu ne serait plus contraint d'accepter n'importe quel travail mal payé avec des conditions de travail dégradantes...

Quelle que soit l'option retenue, réduction des autres dépenses publiques ou hausse des prélèvements obligatoires, il y a fort à parier que le large consensus actuel autour du revenu de base ne résistera pas longtemps à un examen plus précis des conditions de sa mise en œuvre effective.

(3) Les tenants du revenu universel envisagent cependant le plus souvent une allocation réduite pour les enfants...

à 500 euros, et le double pour 1 000 euros. La question la plus délicate concerne en effet ceux qui reçoivent très peu de prestations sociales de ce type, c'est-à-dire l'essentiel des vingt-huit millions de Français qui occupent un emploi rémunéré. Que remplace, pour eux, ce revenu de base ? Si on ne veut pas augmenter massivement le coût de leur travail, il n'y a guère que deux possibilités. La première consiste en une réduction drastique des autres formes de dépenses publiques. Dans l'optique libérale d'un Milton Friedman, le revenu universel devait en effet se substituer quasiment à l'ensemble de l'action publique : on verse un montant à chacun, et chacun se débrouille ensuite pour aller acheter des services d'éducation, de santé, de transport, de logement etc., sur le marché, auprès d'acteurs privés. Le revenu universel deviendrait donc le vecteur d'un individualisme forcené... Si l'on veut éviter cette remise en cause de l'action collective tout en ne faisant pas exploser le coût du travail, l'alternative consiste à réduire les salaires nets, en accroissant les prélèvements via les impôts ou les cotisations sociales... Autrement dit, c'est l'Etat qui verserait désormais une bonne partie des salaires à la place des entreprises.

Quelle que soit l'option retenue, réduction des autres dépenses publiques ou hausse des prélèvements obligatoires, il y a fort à parier que le large consensus actuel autour du revenu de base ne résistera pas longtemps à un examen plus précis des conditions de sa mise en œuvre effective. Qu'on ne s'y méprenne pas : cet article n'est pas un plaidoyer contre le revenu de base. Au contraire, cette idée paraît vraiment intéressante, car elle va dans le sens d'une protection sociale toujours plus universelle. Simplement il ne faut pas la défendre pour de mauvaises raisons, ni se bercer d'illusions au sujet de son financement... ●